



Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>

Madagascar Résistance

Lettre numéro 39 – novembre 2010

Se préparer à l'après crise (suite)

Tôt ou tard, cette parenthèse tragique dans l'histoire malgache que constitue l'existence du pouvoir illégal se fermera.

Nous l'écrivions dans notre Lettre n° 37 et les événements survenus voici une semaine nous confortent dans ce sens. Contrairement au triomphalisme exprimé par certains zélotes pro HAT aveuglés par le fanatisme, une lecture plus lucide de ces événements conduit à un diagnostic plus pessimiste quant à la durée de ce régime mis en place par la force des kalachnikovs. En effet, la révolte du groupe d'officiers dont certains avaient joué un rôle de premier plan dans la réalisation du coup d'Etat début 2009 et le refus des unités de l'armée régulière de les attaquer montrent que la défense du pouvoir putschiste n'est plus assurée que par deux entités illégales : la force d'intervention spéciale (FIS) dont même l'ambassadeur de France à Madagascar, pourtant actif dans le soutien à Andry Rajoelina, a demandé le démantèlement en juillet dernier et la milice d'Alain Ramaroson.

Par ailleurs, en dépit de la victoire prévisible du « oui » en raison de toutes les mesures anti-démocratiques prises avant, pendant et probablement après sa tenue (rappelons pour mémoire le changement des chefs de Fokontany, des chefs de district et des chefs de Région, la manipulation des listes électorales, la fermeture de plusieurs dizaines de médias considérés comme n'étant pas « aux ordres », la propagande illégale par Andry Rajoelina et des membres de son gouvernement promettant monts et merveilles alors qu'il s'agissait en principe de débattre d'un projet de constitution, les bulletins avec le « oui » coché d'avance, dénoncés images à l'appui par le Comité National d'Observation des Elections (CNOE), une organisation non gouvernementale reconnue pour sa compétence, le changement de règle en cours de scrutin pour autoriser le vote sans carte d'électeur,...), en dépit donc de cette « victoire » du oui, le taux d'abstention élevé (bien supérieur en réalité à celui officiellement proclamé) ainsi que le pourcentage de « non » (susceptible lui aussi d'avoir été diminué) malgré la quasi absence de propagande dans ce sens, le référendum ne donnera pas au régime putschiste la crédibilité recherchée.

Les déclarations de l'Union européenne et celle des Etats-Unis sont claires à ce sujet. (Voir en encadré)

Bruxelles le 19 novembre 2010

Déclaration de la Haute Représentante Catherine Ashton, au nom de l'Union Européenne, sur la situation politique à Madagascar.

L'Union Européenne reste très préoccupée par la situation politique actuelle à Madagascar, marquée par la décision de la Haute Autorité de la Transition de mettre en œuvre la feuille de route issue de l'Accord politique d'Ivato (13 août 2010) et de la Conférence nationale de septembre 2010, qui comprenait notamment l'organisation, le 17 novembre, d'un référendum constitutionnel.

En raison du manque de consensus et de transparence ayant présidé à l'adoption de ce schéma de sortie de crise, l'Union Européenne n'a pas pu accepter une demande des autorités malgaches d'envoi d'une mission d'observation électorale de l'Union Européenne à Madagascar lors de ce référendum constitutionnel et des élections communales prévues pour la 20 décembre 2010.

Le scrutin référendaire s'est tenu dans le calme le 17 novembre, sur l'ensemble du territoire malgache. Ce même jour, une tentative avortée de coup d'Etat militaire a cependant eu lieu près de l'aéroport international d'Antananarivo. Elle illustre des tensions économiques, sociales et sécuritaires persistantes.

L'Union Européenne appelle la Haute Autorité de la Transition et toutes les parties malgaches de bonne volonté et animées par le souci de l'intérêt national, à reprendre urgemment le dialogue pour que le processus de transition devienne véritablement consensuel et permette la désignation d'un gouvernement d'union nationale et un retour à l'ordre constitutionnel, fondé sur des élections crédibles et transparentes.

L'Union Européenne encourage vivement la Médiation internationale conduite par l'Union Africaine et la SADC à réfléchir à la meilleure façon de se réengager rapidement dans le processus malgache-malgache, afin d'en renforcer le caractère consensuel et démocratique avec le soutien de la Communauté internationale.

L'Union Européenne reste disponible pour contribuer, politiquement et financièrement, à un tel accompagnement, en vue de mettre un terme à une longue crise politique aux conséquences économiques et sociales chaque jour plus lourdes.

Déclaration des Etats-Unis sur la situation à Madagascar
(Traduction libre du texte dont l'original est présenté à la suite)

Antananarivo, le 18 novembre 2010

Nous sommes informés qu'un groupe d'officiers a émis un communiqué proclamant l'exécution d'un coup d'Etat à Madagascar pendant le scrutin constitutionnel qui s'est tenu hier.

Nous suivons de près la situation à Madagascar.

Les Etats-Unis condamnent fortement toute action visant à prendre le pouvoir ou à se maintenir au pouvoir par la force.

Nous avons constamment appelé à un processus consensuel et inclusif pour résoudre l'actuelle crise à travers des moyens constitutionnels, et nous avons appelé toutes les parties à s'abstenir d'entreprendre des actions pouvant aboutir à la violence.

Tous les chefs de mouvance doivent reprendre immédiatement la recherche d'une solution pacifique, inclusive, consensuelle et démocratique, à une crise politique qui continue à causer une souffrance inutile à des millions de Malgaches. Les Etats-Unis continuent à être alarmés par la situation humanitaire de plus en plus précaire dans laquelle cette lutte politique pour le pouvoir a plongé tant de civils innocents.

Ceux qui portent les armes ou ceux qui tiennent les leviers du pouvoir doivent placer les intérêts de leur peuple avant les leurs.

Statement of the United States Regarding the Current Situation in Madagascar

Antananarivo, November 18, 2010:

We are aware that a group of military officers issued a paper communiqué claiming to stage a coup in Madagascar during yesterday's constitutional referendum vote

We are closely following the situation in Madagascar.

The United States strongly condemns all efforts to take or maintain power through the use of force. We have consistently called for a consensual, inclusive political process to resolve the ongoing crisis through constitutional means, and have called on all parties to refrain from actions that might result in violence.

All leaders must return at once to work on a peaceful, inclusive, consensual, and democratic solution to a political crisis that continues to cause the unnecessary suffering of millions of Malagasy. The United States continues to be alarmed by the increasingly precarious humanitarian position into which this political power struggle has forced so many innocent civilians. Those who bear arms or hold the levers of power must place their people's interest ahead of their own."

DE DANGEREUX ADVERSAIRES DE LA DEMOCRATIE A MADAGASCAR : CERTAINS ELUS FRANÇAIS EN SERVICE COMMANDE

Plus que jamais donc, il convient de rester ferme sur nos convictions, de poursuivre le combat pour le retour de la légalité et de nous préparer à faire en sorte que ce cauchemar que vit actuellement le peuple malgache ne se reproduise plus jamais.

Plus que jamais, soyons vigilants et ne laissons pas le champ libre aux adversaires les plus dangereux de la démocratie à Madagascar. **Ces adversaires ne sont pas forcément ceux qui portent des kalachnikovs.** Ceux-là au moins sont facilement repérables et leurs actions brutales ne peuvent qu'engendrer une opposition plus forte bien que silencieuse.

Non, les plus dangereux sont ces élus français qui foulent aux pieds la devise de la république française dès lors qu'ils sont en Afrique et que nous dénonçons déjà dans notre Lettre n°36. Il se confirme en effet que le lobbying en vue de blanchir le coup d'Etat promis par le groupe composé du député de Seine Maritime Michel Lejeune, de la sénatrice Maryvonne Blondin, d'Anne Calvez, membre du Conseil Général du Finistère, de la conseillère régionale de Bretagne Hélène Coz, de la maire adjoint à Paris Louise Ferhat, du maire adjoint de Loiret Jean-Pierre Kuntz et d'opérateurs économiques, est effectivement mis en oeuvre.

Ces « grands démocrates », venus dans la Grande Ile début novembre, viennent d'être relayés par Cécile Dumoulin député des Yvelines, Yves Censi député de l'Aveyron et Jean-François Mancel député de l'Oise. Ils ne sont officiellement mandatés ni par un gouvernement ni par une organisation internationale, mais seraient venus « de leur propre initiative » observer le déroulement du référendum. Alors même que l'Union Européenne, dont leur pays fait partie, par sa voix la plus autorisée en la personne de sa Haute Représentante Catherine Ashton, condamnait les conditions dans lesquelles ce référendum avait été organisé, que les Etats-Unis, l'Organisation Internationale de la Francophonie, la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) avaient fait de même auparavant, ces élus français autoproclamés observateurs de scrutin ont fait l'éloge de cette parodie de consultation populaire. Comme leurs prédécesseurs, ils n'ont rien vu qui fût contraire aux normes et aux pratiques démocratiques.

Combattons vigoureusement sur leur terrain ces « Bwanas » nostalgiques de pratiques que nous ne devons plus tolérer : diffusons le plus largement possible leurs noms et leurs agissements auprès des associations de défense de la démocratie en France et en Europe ! Diffusons leurs noms et leurs agissements auprès de la Commission Européenne et du Parlement européen ! Diffusons leurs noms et leurs agissements auprès de leurs administrés et de leurs adversaires aux élections !

AUTRES ADVERSAIRES DANGEREUX DE LA DEMOCRATIE A MADAGASCAR : LES TARTUFFES

D'autres adversaires tout aussi dangereux et oeuvrant eux aussi contre le retour de la légalité et de la démocratie à Madagascar existent : ce sont ceux qui s'abritent derrière une réputation d'honorabilité pour apporter leur caution à un acte aussi inqualifiable qu'un coup d'Etat. Ceux qui, à l'instar du père Pedro, soignent à l'extérieur avec une habileté consommée leur image de combattant contre la pauvreté, mais soutiennent à Madagascar un régime qui a fait exploser le nombre des pauvres en 18 mois. A entendre les déclarations faites par le Père Pedro sur les ondes de Radio Festival à la Réunion le 23 novembre 2010, son soutien au putschiste Andry Rajoelina se justifie par la réalisation des promesses faites par ce dernier, et notamment les dons de terrain à l'association Akamasoa, ainsi que l'assurance du financement de la construction de 60 maisons sociales. Il semble bien que l'argent n'a pas d'odeur pour le Père Pedro qui, visiblement, n'a cure de recevoir de l'argent d'origine douteuse (blanchiment d'argent ?).

Là encore, nous devons faire preuve de combativité et de persévérance dans nos actions, car l'homme a su au fil des années vendre son image avec beaucoup de professionnalisme. Faisons connaître en Europe et aux Etats-Unis, et partout où il est assimilé à un saint homme, la terrible contradiction entre cette image lénifiante et son refus obstiné de voir la misère grandissante de la majorité des vingt millions de Malgaches et les atteintes quotidiennes aux droits humains qui sont l'œuvre de son « chef d'Etat » préféré. Informons le comité du Prix Nobel de la paix, distinction dont rêverait en toute modestie ce fidèle soutien des putschistes malgaches. Il semblerait en effet que la défense des intérêts à Madagascar d'une certaine puissance, via un appui public au putschiste en chef, soit le prix à payer par le père Pedro en échange d'un soutien à sa candidature.

Nous sommes décidément bien loin de l'Abbé Pierre, de Sœur Emmanuelle et de Mère Theresa !

MAIS QUOI QU'IL EN SOIT, PREPARONS L'APRES CRISE

Comme nous l'écrivions aussi dans notre lettre n°37 « pour que cela ne se reproduise plus jamais, les futurs dirigeants malgaches doivent se préparer à relever un triple défi : trouver les ressources financières pour porter un secours immédiat aux groupes les plus vulnérables dont les rangs ne cessent de grossir, réussir le redressement économique le plus rapidement possible et renforcer avec vigueur l'ancrage de la démocratie à Madagascar. Ce sont là d'immenses défis. »

Notre projet de rassembler les compétences pour constituer une force de proposition au service des politiques comme des associations civiles malgaches commence à prendre forme.

Nous renouvelons notre appel à la contribution de nos lecteurs et lectrices, soit pour prendre une part active aux futurs travaux du think tank en cours de constitution, soit par leurs conseils et suggestions.

Ensemble, préparons le Madagascar de demain !

Flash sur les droits de l'homme

« La répression et les arrestations abusives regagnent de la vitesse. Hier (22 novembre 2010), la fille du Professeur **Raymond Ranjeva***, **Riana Ratsisalovanina**, ainsi que **Marc Ratsisalovanina**, époux de celle-ci, on fait l'objet d'une convocation pour enquête à la Gendarmerie d'Ankadilalana. Enquête à l'issue de laquelle, **Marc Ratsisalovanina** a été déchargé, tandis que la fille du Professeur a été reconduite à la brigade de Fiadanana où elle a été placée en garde à vue depuis hier soir. Notons quand même que des perquisitions assez musclées au domicile du couple ainsi que celui du Professeur ont précédé cette convocation. Ces perquisitions, en relation avec l'affaire BANI, se sont cependant avérées infructueuses. Questionné sur la situation, le Professeur Raymond Ranjeva s'est abstenu de tout commentaire et affirmait simplement qu'il se rendra à Fiadanana ce jour pour mettre l'affaire au clair. » (Source : *Madatimes*)

Notons que l'arrestation et le harcèlement des membres de la famille d'une personne visée est une pratique courante des putschistes à Madagascar. Par ailleurs, le procès prévu ce jour (23 novembre 2010) de **Fetison Rakoto Andrianirina** chef de la mouvance Ravalomanana et désigné co-président de la Transition lors des accords signés à Addis Abbeba voici un an, du député **Zafilahy Stanislas** président du groupe parlementaire TIM et du **pasteur Tsarahome Edouard** de la mouvance Zafy Albert, a été reporté en janvier 2011. La raison avancée par le procureur est « une difficulté technique d'exfiltration de leur lieu de détention ». Lieu de détention inconnu de leurs avocats.

* Le professeur Raymond Ranjeva est un juriste internationalement connu. Il a été notamment Vice-président de la Cour Internationale de Justice de La Haye

Les Inconditionnels de Madagascar,
À l'île de la Réunion